



## Déclaration du SNUipp-FSU

Monsieur le Recteur,

Il s'agit aujourd'hui de préparer la dernière rentrée du quinquennat inscrit, en 2012, sous la priorité à la jeunesse et tout particulièrement au primaire. Si le SNUipp-FSU a salué cet engagement, force est de constater que les engagements pris peinent sévèrement à se concrétiser dans les écoles : l'analyse du SNUipp-FSU est aujourd'hui confirmée par le comité de suivi de la Loi de Refondation. Les nouveaux dispositifs inscrits dans la loi de Refondation (Plus de Maîtres que de Classes, Scolarisation des enfants de moins de 3 ans,...), quand ils existent, se mettent en place aux dépens des effectifs par classe, des dispositifs d'aide aux élèves en difficulté (RASED, CMPP...) ou encore de la formation et du remplacement. Les personnels de l'Académie ne sont pas dupes et constatent la dégradation de leurs conditions de travail et de scolarisation des élèves, sauf dans quelques rares écoles qui ont bénéficié de l'accompagnement proposé pour l'Education Prioritaire. Les éléments de langage distillés en permanence à grand renfort de communication pour vanter les évolutions affichées n'ont trompé personne, ni les personnels, ni les usagers, ni les élus.

La rentrée 2016 est la première à être préparée, si les prévisions d'effectifs se confirment, avec des capacités d'encadrement supérieures à celles de la rentrée 2011, dernière rentrée du quinquennat Sarkozy... Cette inversion de tendance serait favorable et saluée si elle était moins due à une baisse démographique qu'à un engagement budgétaire à la hauteur des ambitions affichées.

Dans ces conditions, le SNUipp-FSU n'est pas dupe de l'intérêt des protocoles "ruralité" affichant pour objectif premier la restructuration du maillage des écoles, seule en capacité de dégager artificiellement de réelles marges de manœuvre pour tenir les engagements ministériels :

- aux dépens de la proximité du service public d'éducation,
- en privilégiant la concentration des structures de scolarisation sans concertation qui conduit :
  - à court ou moyen termes à l'élévation des effectifs par classe,
  - à constituer des "pôles scolaires" avec l'objectif artificiel de mettre fin aux multi niveaux

Autant d'indicateurs qui vont à rebours de notre ambition de voir réussir tous les élèves et qui contredisent les acquis de la recherche. En effet, l'éloignement de l'école pèse beaucoup plus lourdement sur les familles populaires, surreprésentées dans le rural isolé. La baisse des effectifs par classe est également un élément déterminant pour favoriser la réussite scolaire. Les pays qui réussissent à casser les déterminismes sociaux font d'autres choix budgétaires et structurels. La valorisation institutionnelle permanente des classes à un seul cours est mensongère et va à l'encontre de l'intérêt des élèves : la

recherche montre que, toutes choses égales par ailleurs, les élèves réussissent aussi bien voire mieux en classes multi niveaux. Enfin, le refus d'associer les personnels et les usagers aux discussions relatives aux protocoles est en cela un signal négatif qu'il est urgent de corriger.

Aussi, si le SNUipp-FSU revendique une transformation de l'École, il considère que le Service Public est un bien commun, le patrimoine de ceux qui n'en ont pas. En cela, il considère que ce sont les usagers et les personnels qui le font vivre quotidiennement et les élus locaux qui en assument les frais de fonctionnement qui sont en mesure de décider ensemble de son évolution.

Le SNUipp-FSU ne conteste pas la baisse démographique académique, il ne néglige pas pour autant la responsabilité des choix institutionnels dans cette baisse. Ainsi, un retour au taux de scolarisation des 2 ans de 2008 aurait annulé la baisse démographique constatée à la rentrée 2015 dans l'académie avec un effet positif pour les élèves concernés... De même, le choix de réduire drastiquement le nombre de redoublements réduit mécaniquement la démographie scolaire et donc les moyens alloués. Or, cette orientation est prise sans pour autant développer de réels parcours d'aide aux élèves en difficulté concernés. Il n'est donc pas de nature à permettre la réussite de tous. Pourtant, faire le choix de développer la scolarisation des enfants de moins de 3 ans est déterminant pour permettre la réussite de tous les élèves et casser les déterminismes sociaux qui caractérisent notre école.

Aujourd'hui, les marges de manœuvre dégagées par l'évolution budgétaire et/ou la baisse démographique doivent conduire à une réelle prise en compte des besoins exprimés sur les territoires et donc de l'avis des personnels et des usagers. Les choix unilatéraux des IA-DSAEN qui reçoivent un avis unanime "contre" lors des CTSD et des CDEN vont à rebours de l'intérêt des élèves et de leur réussite. Il est urgent de faire confiance à la professionnalité des personnels et de leurs représentants qui s'engagent chaque jour et sans compter pour garantir la réussite de leurs élèves. Il est urgent de répondre positivement aux besoins exprimés par les équipes. Pour le SNUipp-FSU, la tenue de réels groupes de travail préalables aux opérations de carte scolaire pour définir les priorités à mettre en œuvre dans les départements, la prise en compte des demandes des usagers et personnels doivent être autant de signes d'une rupture avec l'autoritarisme à l'œuvre lors de ces opérations, ce serait la preuve d'un dialogue social retrouvé auquel le SNUipp-FSU est déterminé à participer activement.

A Limoges, le 15 janvier 2016